

# Développement social

Autres



## MAURITANIE

2006 - 2010  
Agence française de  
développement  
649 200 euros

### Assistance technique au Commissariat aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion

Le programme VAINCRE (Programme de valorisation des initiatives de croissance régionale équitable) entre dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté du gouvernement mauritanien.

L'objectif global du programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté de deux wilayas (Assaba et Guidimakha) par le renforcement des capacités des communes, en partenariat avec les acteurs locaux, et par un investissement soutenu pour assurer à la population l'accès à des services durables.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le CDHLCPI (commissariat aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion).

Le programme intervient dans les 44 communes de l'Assaba et du Guidimakha. Un fonds de développement local a été mis en place pour financer l'identification, la mise en œuvre et le suivi de projets de développement locaux à caractère sociaux, conduits par la société civile.

SATEC Développement International met à disposition du CDHLCPI un assistant technique pour une durée de 4 ans. L'assistant technique a pour mission :

- d'appuyer et de conseiller les cellules du programme VAINCRE afin d'assurer la bonne exécution technique et financière de l'ensemble des activités du programme et
- d'assurer un suivi des activités, des procédures et des financements accordés par le programme VAINCRE à la société civile.

## COTE D'IVOIRE

2004 - 2005  
Commission européenne  
179 593 euros

### Assistance technique à la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et de Réinsertion (CNDDR)

Appui au secrétaire exécutif du CNDDR dans l'élaboration, le suivi et l'exécution des volets de désarmement, démobilisation, réinsertion, reconstruction et réhabilitation financés par l'Union européenne : appui à la conception et la planification des programmes; appui à la préparation des appels d'offres et documents contractuels relatifs à la mise en œuvre des projets; suivi administratif et financier des fonds affectés à la CNDDR; suivi technique des projets financés par l'Union européenne.

## NIGER

2005  
Commission européenne  
48 000 euros

### Evaluation à mi-parcours du Programme de Coopération Décentralisée – Phase II (PCD II)

Réalisation d'une évaluation à mi-parcours du Programme de Coopération Décentralisée – Phase II, visant à l'amélioration de la qualité des services et du taux de couverture en équipements sociaux ; à l'appui au développement de l'économie locale ; et enfin au renforcement des capacités des acteurs locaux et la structuration de la société civile. Deux experts ont donc évalué la contribution du programme aux objectifs et aux résultats attendus et son avancement par rapport au chronogramme prévu, proposer pour la période restante du programme, une stratégie opérationnelle en phase avec l'évolution du paysage institutionnel et enfin évaluer la qualité de l'assistance technique fournie au projet et la nécessité de son maintien au-delà d'octobre 2005.

## **RWANDA**

2001 - 2005  
Banque africaine de  
développement  
462 000 euros

### **Projet de réduction de la pauvreté et d'actions en faveur des femmes**

---

SATEC assure l'assistance technique du Projet de Réduction de la Pauvreté et d'Actions en faveur des Femmes (PREPAF). Ce projet, vise à contribuer à la réduction de la pauvreté en accordant des crédits aux populations les plus pauvres (avec un accent mis sur les femmes) pour permettre la mise en place de micro-projets générateurs de revenus et créateurs d'emplois, exécutés grâce au soutien de structures intermédiaires (IMF, UBP, CAPEC, ONG; groupes de bénéficiaires) opérant localement sur le terrain.

Il est constitué de 5 composantes :

- Fonds de crédit
- Fonds d'appui aux activités décentralisés
- Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires du projet.
- Suivi-évaluation du projet et de la pauvreté
- Cellule d'exécution du projet.

## **MONDE**

2000 - 2005  
Commission européenne

### **Contrat cadre d'assistance technique AMS/451 de l'Union Européenne - Lot 8 : Développement social**

---

SATEC participe au consortium géré par IBF sur le Lot-8 : Développement du secteur social. Ce contrat a vocation entre autres (i) de traiter des politiques et stratégies de santé publique, des réformes du système de santé, du système de sécurité sociale, de la politique du médicament, de la santé maternelle et infantile, de la stratégie de lutte contre le HIV... (ii) d'évaluer les systèmes d'éducation et de formation professionnelle, (iii) de prendre en compte les populations à risques : minorités ou groupes sociaux en situation de précarité extrême...

## **PAKISTAN**

2001  
Commission européenne  
72 500 euros

### **Coordination du programme des réfugiés afghans**

---

L'aide de la Communauté Européenne en Afghanistan s'est traduite par l'appui à une grande variété de projets, dans les principaux domaines suivants : réinsertion de réfugiés, déminage, eau et hygiène, développement communautaire, sécurité alimentaire, aide de première urgence.

La responsabilité du Coordonateur (SATEC) du programme consistait à assurer la coordination et le suivi/évaluation des projets financés par la Commission en matière de :

- rapatriement et réinsertion locale des réfugiés afghans,
- préparation du rapatriement et règlement des problèmes générés par les réfugiés afghans au Pakistan et en Iran,
- aide à l'auto-alimentation des personnes déracinées,
- appui aux communautés locales d'accueil des zones affectées par la présence prolongée des réfugiés.

## **GUINEE EQUATORIALE**

1997 - 2001  
Banque africaine de  
développement  
1 400 000 euros

### **Projet de réduction de la pauvreté**

---

L'objectif du projet était de créer une capacité nationale à planifier, gérer et coordonner des actions de réduction de la pauvreté en mettant en place un système de financement de micro-entreprises pouvant s'autofinancer après l'exécution du projet. L'équipe SATEC était composée d'un économiste, d'un expert en analyse de micro-projets et d'un conseiller financier.

## **LIBAN**

2000  
Commission européenne  
44 600 euros

### **Mission d'identification de projets – développement régional du Sud Liban**

---

L'étude lancée par la mission de l'Union Européenne pour le Sud Liban avait pour objectif l'identification des possibilités d'actions au Sud Liban dans le cadre de la formulation d'un programme de réhabilitation sociale et économique pour les populations de la zone libérée et pour le groupe des anciens détenus et de leurs familles. Cette mission faisait suite à une mission de pré-identification qui avait préparé et orienté l'étude du programme de réhabilitation.

SATEC a mobilisé une sociologue, connaissant parfaitement le contexte libanais. Sa prestation, concernant le volet social de la mission, a été d'évaluer les priorités des groupes cibles, et d'identifier le type d'intervention possible. Son travail a comporté une évaluation du contexte et des groupes cibles, un recensement et une analyse critique des initiatives existantes et des ONG présentes au Sud Liban, une définition des objectifs à atteindre et des types d'activités ou d'initiatives à appuyer, ainsi qu'une réflexion sur les critères de sélection des projets.

## **BRESIL**

2000  
Commission européenne  
17 100 euros

### **Evaluation à mi-parcours du programme d'appui aux populations défavorisées**

---

L'objet du projet "Appui aux populations défavorisées" était de contribuer au processus d'urbanisation des quartiers informels ("favelas"), implantés dans les banlieues de São Paulo et de Rio de Janeiro. Il devait contribuer à normaliser les conditions de vie des populations concernées, de rendre durables les actions de développement local et de faire en sorte que la population participe activement aux décisions prises en matière d'urbanisation de leurs quartiers. Les objectifs spécifiques du projet correspondaient à ses composantes, à l'intérieur desquelles les activités du projet ont été décrites et évaluées : la composante habitat, la composante travail et revenu, la composante crédit, et la composante développement social.

La mission a réalisé l'évaluation à mi-parcours du projet. Elle était composée d'un socio-économiste (mobilisé par SATEC) et d'un architecte-urbaniste. L'évaluation a montré que le projet se déroulait de façon satisfaisante et que les actions visant la participation active de la population bénéficiaire étaient jugées très avancées dans les deux villes. En outre, le projet, avec son partenariat local, a créé des "groupes de référence", permettant d'insuffler une dynamique nouvelle aux anciennes associations de quartier.

La mission a recommandé une prolongation du projet de 18 mois pour achever les actions initiées.